

# LE MOZAMBIQUE À RECONSTRUIRE

Jean-Louis Guébourg \*, Roger Brunet \*\*

**RÉSUMÉ.** *Pays colonial par excellence, le Mozambique n'a longtemps existé que par l'activité de sa façade littorale exportatrice des pays miniers africains enclavés. Déstabilisé par une longue guerre civile et une brutale succession étatsisme-néolibéralisme, le pays, sous-administré par une capitale excentrée et un État sclérosé, devrait profiter de la dynamique consensuelle qui porte actuellement l'Afrique australe pour amorcer un véritable développement.*

• DÉVELOPPEMENT • MOZAMBIQUE •  
RECONSTRUCTION • RÉSEAU

**ABSTRACT.** *A colonial country par excellence, Mozambique has for a long time existed only through the activity of its coastal regions in exporting from the land-locked African mining countries. Destabilised by a long civil war and a brutal transition from state control to neoliberalism, the country, under-administered by a peripheral capital and a sclerotic State, should profit from the consensual dynamics which are currently gripping southern Africa in order to initiate real development.*

• DEVELOPMENT • MOZAMBIQUE •  
NETWORK • RECONSTRUCTION

**RESUMEN.** *País colonial por excelencia, Mozambique ha existido durante mucho tiempo tan solo por la actividad de su fachada litoral exportadora de los países mineros africanos del interior. Desestabilizado por una larga guerra civil y una brutal sucesión estadismo-neoliberalismo, el país, sub-administrado por una capital excéntrica y un Estado esclerosado, debería aprovechar la actual dinámica consensual del África austral para iniciar un verdadero desarrollo.*

• DESARROLLO • MOZAMBIQUE •  
RECONSTRUCCIÓN • RED

État littoral allongé sur 1 800 km, soit plus de 16° de latitude entre les parallèles 10 et 27 S, le Mozambique compte 18 M d'habitants sur environ 800 000 km<sup>2</sup>, une fois et demie la France. Il connaît aujourd'hui, après une période de post-indépendance difficile et même dramatique, une phase de reconstruction lente, fragile, mais réelle.

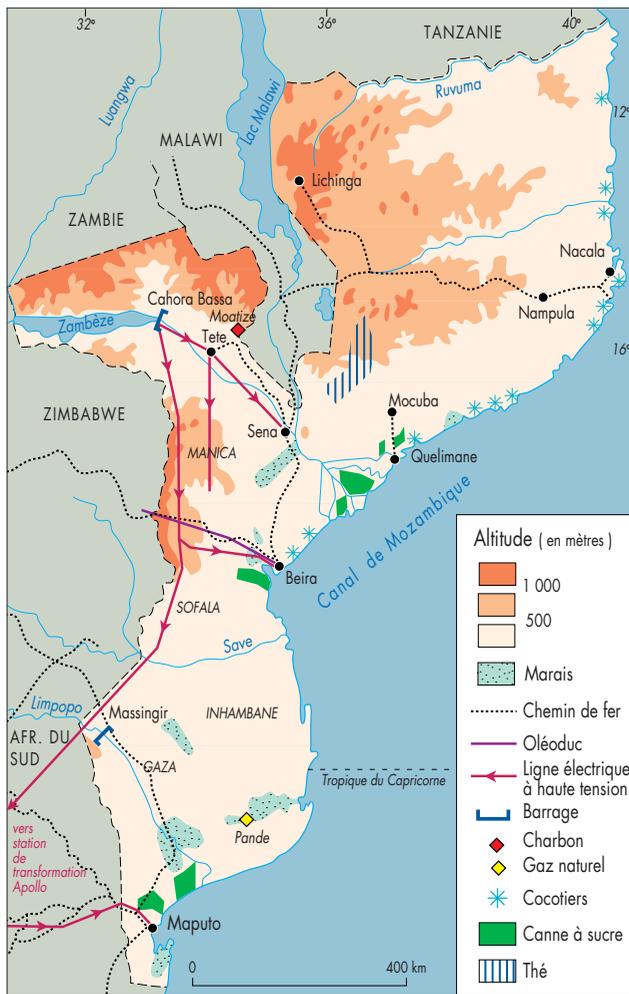
Comment cet État côtier aux anomalies frontalières remarquables, puisque le Malawi s'enfonce en coin jusqu'à 200 km du littoral par la vallée du Chire, a-t-il pu s'unifier et se soumettre aujourd'hui au pouvoir centralisé d'une capitale excentrée méridionale, Maputo ? Il semble que l'héritage colonial portugais, le centralisme du parti au pouvoir, le FRELIMO (1), et le rôle prépondérant de ce puissant voisin qu'est l'Afrique du Sud, commandent l'organisation de l'espace actuel.

## L'héritage colonial mozambicain : un pays de comptoirs

Du XVI<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup> siècle, les Portugais, installés à Sofala dans l'île du Mozambique, à Beira, à Quelimane et à Ibo, n'avaient comme unique souci que de tenir des escales sur la route des Indes : jusqu'en 1752, l'Afrique orientale portugaise fut gouvernée de Goa, comme l'Angola le fut sous la férule brésilienne. Après la Conférence de Berlin (1885), qui mettait fin au conflit de la «transversale» anglo-lusitanienne, Lisbonne créa des compagnies à charte (Companhia da Moçambique 1888, da Zambezia 1892, da Niassa 1894) ; organisant les trafics (notamment de travailleurs !), ouvrant plantations et mines, elles donnèrent de l'épaisseur aux établissements littoraux. Lourenço Marques, maintenant Maputo, devint le chef-lieu du territoire en 1887. Mais la continuité territoriale ne changea

\*Université de la Réunion, Faculté des Lettres et Sciences humaines, 15 avenue René Cassin, BP 7151, 97715 Saint-Denis Cedex 9

\*\* GIP RECLUS, Maison de la Géographie, 17 rue Abbé de l'Épée, 34000 Montpellier



1. Le Mozambique (d'après la *Géographie universelle RECLUS*, vol. 6, *Les Afriques au sud du Sahara*, actualisé)

point l'état d'esprit des autorités coloniales portugaises, toujours soumises aux compagnies à capital surtout anglo-français. De la fin du XIX<sup>e</sup> siècle à la seconde guerre mondiale, le Mozambique s'est affirmé comme un pays d'exportation au moins indirecte, grâce aux riches régions minières centrafricaines.

Après l'avènement de Salazar et le rachat par Lisbonne des compagnies du Zambèze et du Mozambique (1942), l'activité fut reprise en main par le gouvernement portugais. Trois lignes de chemin de fer, qui fonctionnent encore aujourd'hui, désenclavèrent respectivement le Malawi, la Zambie et le Zimbabwe, tronçonnant en latitude cet immense État côtier. La voie ferrée Nacala-Lichinga vers le lac Nyassa et le Malawi, longtemps coupée par la RENAMO (2), devrait se rétablir. Sur l'axe central principal,

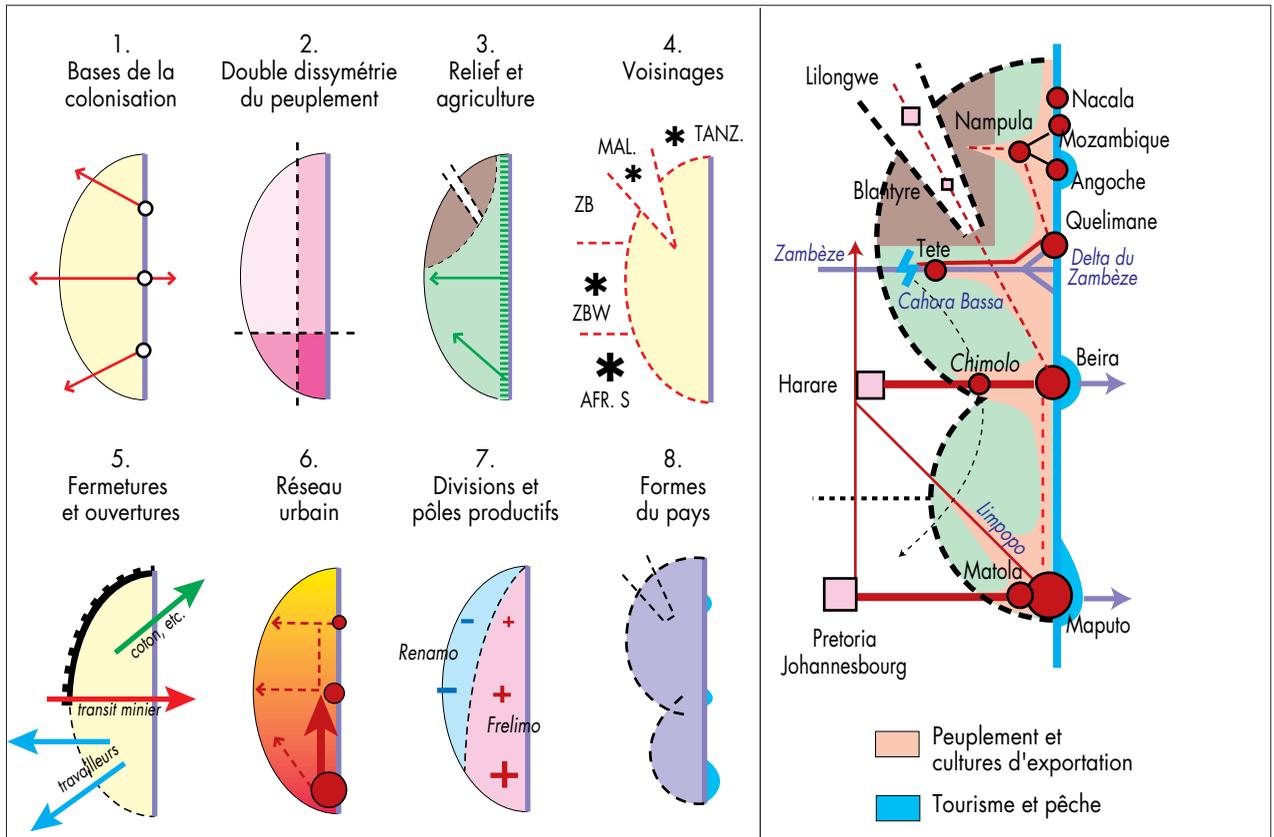
dit «corridor de Beira», le trafic, surtout en provenance du Zimbabwe, progresse depuis 1984. Une troisième pénétrente, moins sollicitée que les précédentes, suit le cours du Limpopo et relie Maputo à Harare par la province de Gaza. Enfin, Mocuba (Zambèze) a reçu une puissante usine textile (coton).

Cet héritage colonial renforcé fait de Maputo, Beira et Nacala des ports à arrière-pays international excentré. Malgré les interférences de la RENAMO pour Beira et les dévastations par les cyclones à Nacala (1994), leur trafic augmente : Beira est passé de 1,5 Mt en 1988 à 2,8 Mt en 1991, dont près de 40% concernent les exportations du seul Zimbabwe. Harare dépend d'un corridor formé d'un oléoduc, d'une voie ferrée et d'une route goudronnée, véritable artère de survie pour le Zimbabwe, qui a envoyé des milliers de soldats pour le protéger. L'Union européenne ne s'y est pas trompée ; ses aides et la majorité des investissements récents (depuis 1990) portent sur la modernisation du port de Beira, où deux nouvelles aires ont été aménagées pour la manutention des conteneurs et la réception des hydrocarbures, et où le cours de la Pongué a été dragué afin de faciliter l'accès aux pétroliers de 65 000 t. Les redevances perçues par les trois ports sont essentielles dans le budget de l'État. Néanmoins, le commerce extérieur du Mozambique lui-même est extrêmement déséquilibré : 1 milliard de dollars aux importations (dont 30% de vivres), 150 M\$ seulement aux exportations (42% en crevettes, 13% en noix de cajou, autant en coton).

Deux axes de transport méridiens soucient davantage les autorités. La route côtière qui court de Maputo à Beira, puis s'incurve vers Nampula en direction de la frontière tanzanienne, relie dix provinces, mais le banditisme gêne sa fréquentation. La ligne électrique reliant à l'Afrique du Sud le barrage de Cahora Bassa sur le Zambèze (le plus puissant de toute l'Afrique, 2 MkW) a été la cible privilégiée de la RENAMO ; elle rappelle pourtant davantage l'option coloniale plutôt qu'un axe structurant, générateur d'unités industrielles.

### Le paradoxe mozambicain : un centralisme étatique fondé sur une capitale excentrée

Quel choix de société pour ce jeune État instable depuis vingt ans, officiellement pluraliste mais longtemps soumis à un parti dominant de tradition étatiste, dont la population, majoritairement rurale (72%), est très inégalement répartie sur le territoire, et qui a hérité d'une capitale totalement



**2. Structures et organisation de l'espace du Mozambique.** De l'époque coloniale à aujourd'hui, se sont mis en place avec quelque constance des points d'ancrage sur le littoral et des liaisons avec l'étranger continental. Une autre dissymétrie est venue du choix du chef-lieu portugais, resté capitale du Mozambique indépendant. Les liaisons sud-nord, nécessaires à une véritable intégration du pays, restent insuffisantes; les couloirs vers le Zimbabwe et les hauts lieux sud-africains sont vitaux. Les différences zonales jouent peu; le modèle correspondant n'est donc pas représenté — la distance à la capitale compte bien davantage (modèle 6). La pénétration du Malawi, liée au fossé tectonique du lac, marquée en fait assez peu un Nord relativement délaissé. Beira est très bien placée, mais a du mal à résister à la force hiérarchique du siège du gouvernement.

excentrée, à quelques kilomètres de l'Afrique du Sud? En maintenant la tradition du centralisme colonial, renforcée en 1977 par une idéologie marxiste-léniniste, les responsables du FRELIMO ont choisi un type d'autorité hypercentraliste, déléguant peu leurs pouvoirs et restant méfiants vis-à-vis de ceux qui les avaient combattus.

Les nationalisations, dites «de dignité» selon M. Cahen (3), réalisées entre 1975 et 1979, ont porté sur l'enseignement, la santé, les banques, le pétrole (Sonarep) et les terres abandonnées par les «petits Blancs» d'origine portugaise. Elles ont donné au jeune État une image révolutionnaire qui l'opposait à ses voisins rhodésien et sud-africain, dont les milieux d'affaires «blancs» financèrent la RENAMO. Celle-ci, moins bien structurée que son homologue angolais, empêcha le pouvoir central de maintenir son ordre dans plusieurs provinces. En mai 1984, l'accord d'Incomati

entre Maputo et Pretoria a ramené le Mozambique dans le camp libéral, le chef charismatique du FRELIMO, Samora Machel, cherchant alors à réduire la *cadonga* (marché noir); la monnaie a été dévaluée sur les conseils du FMI, ce qui a permis l'afflux de capitaux étrangers, seules sources d'investissement pour la remise en état des infrastructures routières, ferroviaires et portuaires.

En 1986, la mort de Samora Machel a fragilisé la nouvelle équipe au pouvoir formée autour de Joachim Chissano, qui perdait ensuite ses soutiens soviétiques, tandis que la situation évoluait en Afrique du Sud. Le multipartisme a été accepté en 1990, mais la guerre civile a encore duré deux ans, avant de s'achever par l'accord de paix du 4 octobre 1992. Les élections de 1994 ont confirmé le FRELIMO au pouvoir, mais la RENAMO a presque autant de députés que lui. Le «centralisme démocratique», devenu avec le temps

«principe social», soumet à un même responsable politique toutes les structures, du village communautaire au quartier urbain, ce qui exclut la possibilité d'alternance et démobilise les citoyens. Les élites régionales réclament aux dirigeants une loi décentralisatrice, facilitant une meilleure organisation de l'espace, sans pour autant opter pour une opposition dure, impossible à exercer dans la situation actuelle. Des élections ont été repoussées, mais doivent se tenir en 1997 (municipales) et 1998 (générales).

#### Maputo, «si loin de Dieu et si proche de l'Afrique du Sud» (4)

En 1940, les deux tiers du territoire mozambicain étaient dominés par des intérêts étrangers (Guichonnet, 1963). Le poids économique de l'Afrique du Sud s'est affirmé depuis la seconde guerre mondiale. Elle fournit 35% des importations et reste le premier employeur de Maputo par le biais de son recrutement minier. La présence de travailleurs mozambicains dans le Transvaal, recrutés par la Wenela (Witwatersrand Nature Labor Association), maintient des relations étroites entre les deux pays, renforcées par l'octroi à Pretoria de l'énergie à bon marché de Cahora Bassa.

Mais le pays sort ruiné de seize ans d'une guerre qui a fait au moins un million de morts et des centaines de milliers de jeunes orphelins, provoqué l'exil hors frontières de 2 millions de réfugiés (maintenant revenus), jeté sur les routes 3 à 4 millions de personnes déplacées de gré ou de force, ces *deslocados* dont certains habitent encore des camps et des «villages de paille». Le produit par tête est l'un des plus

faibles du monde (75 \$, si toutefois ce nombre a un sens ; ou 610 en parité de pouvoir d'achat, selon la CIA). La situation n'est pas partout apaisée. La RENAMO, privée de ses ressources, se montre assez intransigeante dans ses négociations avec le FRELIMO, afin de traduire ses gains militaires en «avoirs» politiques ; A. Dakhlama, son chef, a obtenu une substantielle pension de l'État. La multiplicité des factions et l'abondance des armes de poing favorisent un banditisme régional qui n'assure aux touristes, selon l'ambassade de France, qu'un rayon de sécurité de 200 km à partir de la capitale. La bureaucratie et la corruption sont encore peu dérangées par les mesures néolibérales et la privatisation. Le marché noir des denrées alimentaires et la contrebande contribuent à la solution de maint problème d'approvisionnement.

Y a-t-il une volonté politique de changement dans la conception de l'aménagement du territoire mozambicain ? La priorité affichée reste le rétablissement de la ligne électrique de Cahora Bassa (pas encore remise en service en janvier 1997) et la modernisation du couloir de Beira. La Southern African Transport Coordination Conference (SATCC), émanation de la SADCC (Southern African Development Coordination Conference) installée à Maputo, renforce d'est en ouest les infrastructures existantes, surtout les routes Maputo-Swaziland, Zimbabwe-Maputo et Beira-Chimolo-Zimbabwe ; mais le pont de l'Unité prévu sur le Rovuma, fleuve frontalier entre la Tanzanie et le Mozambique, qui exprimait un changement de politique, est aujourd'hui délaissé. On envisage d'exploiter du gaz naturel à Pande (Inhambane, un peu au nord-est de Maputo) et du

#### Sur le Mozambique

##### Les données de base sont fragiles et divergentes.

- **Population.** Le dernier recensement officiel, plus ou moins fiable, est de 1980 ; il comptait 12 130 000 habitants (selon l'*Encyclopaedia Britannica* ; 16 selon l'*État du Monde* 1997!). Un autre comptage en 1991 donnait 14 451 000. L'estimation pour 1995 est de 17 889 000 (EB) ou 18 115 250 (juillet, CIA web) ; les 20 millions devraient être dépassés en 2000.
- **Superficie.** Données discutées : la *Britannica* retient 812 379 km<sup>2</sup> ; mais on trouve 799 380 dans le *Petit Robert*, 785 000 chez *Larousse*, 783 080 dans l'*État du Monde*... La *Britannica* inclut à juste titre les surfaces en eaux continentales (dont une partie orientale du lac Malawi). Deux sites Internet de la CIA donnent 801 590 km<sup>2</sup> (784 090 sans les eaux).
- **Villes.** Selon les estimations de 1991 (*Britannica*), Maputo était donnée à 930 000 habitants, suivie par Matola 337 000, absente des atlas (c'est en fait une banlieue de Maputo promue chef-lieu de la province méridionale à la place de Maputo), Beira 299 000 (sa province se nomme Sofala), Nampula 250 000 et, de plus loin, par Quelimane (146 000), Nacala (125 000), Tete (112 000), Chimolo (109 000).
- **Langue officielle** : portugais ; les langues les plus parlées sont le macoua au nord (47 % de la population totale) et le tsonga au sud (23 %), toutes deux de la famille bantou.

Le Mozambique tire son nom de celui d'un petit port situé entre Nacala et Angoche, au nord, et qui s'appelle encore ainsi. L'origine du nom est discutée, mais la mieux assurée est à rapprocher du nom arabe des petits bateaux locaux, que l'on retrouve dans les *sambouques* ou *sambuk* à deux mâts inégaux inclinés vers l'avant.

charbon à Moatize (Tete). L'industrie reste rudimentaire ; des firmes portugaises et égyptiennes se manifestent. Des sociétés de Hong Kong et des États-Unis s'intéressent à la pêche sur la côte du Sofala. La transnationale britannique Lonrho, qui possède sous le nom local de Lomaco de vastes domaines agricoles, l'oléoduc principal et des concessions minières, et qui aurait joué un rôle positif dans les tractations de paix, a de grandes ambitions mais agit de son côté. Les aides étrangères ont été nombreuses et des firmes cherchent à se placer, mais en désordre. Les privatisations vont bon train, y compris pour les grandes banques. Et le président Chissano a été, en adepte zélé, jusqu'à signer en 1993 un accord avec la puissante secte internationale dite de la Méditation transcendentale, dont le siège est aux Pays-Bas, et qui est censée créer le «Paradis sur terre» en transformant des millions d'hectares de friches.

Pour le moment, la dette (5 G\$), très supérieure à un PNB annuel évalué à 1,4 G\$ (5), ne peut que renforcer la dépendance vis-à-vis de Pretoria et des pays anglo-saxons. Une inflation à trois chiffres enrichit sur les marchés une certaine catégorie de vendeurs semblables aux *nana Benz* de Lomé. Du moins le produit national (compté en dollars) a-t-il crû d'environ 5 à 6% en 1995 comme en 1994. La faiblesse de la monnaie fait du Mozambique un pays attrayant pour les touristes, les opérateurs sud-africains proposant des circuits bon marché dans de luxueux hôtels dont le Polana de Maputo est le plus connu. La fréquentation de la route Maputo-Swaziland et la liaison aérienne journalière

Maputo-Johannesburg le confirment, tout comme la place de l'anglais au Mozambique (6). Hors d'évidents développements dans la capitale et sur quelques plages parmi les 2 500 ou 3 000 km de côtes, surtout au nord-est de Maputo, il est trop tôt pour imaginer un véritable changement dans l'organisation du territoire national.

(1) FRELIMO : Front de libération mozambicaine, jadis considéré comme «marxiste» et prosoviétique.

(2) RENAMO : Résistance Nationale du Mozambique, «antimarxiste» et soutenu par des firmes transnationales et quelques États voisins, comme l'UNITA en Angola.

(3) *Mozambique, la révolution implosée*. Paris : L'Harmattan, 1987.

(4) Titre récent d'un journal local.

(5) Selon FMI et *Britannica* pour 1993. Mais la source Internet CIA donne plus de 10 milliards (en parité de pouvoir d'achat il est vrai), avec un taux annuel de croissance un peu inférieur à 6%.

(6) Notons qu'en 1995 le Mozambique est entré dans le Commonwealth : c'est le premier pays non anglophone dans ce cas, le portugais restant langue officielle.

#### Pour en savoir plus sur le Mozambique grâce à Internet

<http://www.odci.gov/cia/publications/95fact/mz.html>

<http://www.telepac.pt/tvn/dirhtm/diretori.html>

## GÉOGRAPHIE UNIVERSELLE

### LES AFRIQUES AU SUD DU SAHARA

Alain Dubresson, Jean-Yves Marchal, Jean-Pierre Raison

avec E. Bernus, J. Champaud, G. Courade, A. Gascon, P. Gervais-Lambony, E. Grégoire, C. Messiant, A.-M. Pillet-Schwartz, Y. Poncet, R. Pourtier, G. Prunier

1994, 480 pages, 170 cartes, 175 photos en couleur  
ISBN 2-7011-1669-4 (485 F)

co-édition GIP RECLUS-Éditions Belin

diffusion : Éditions Belin, 8 rue Férou, 75278 Paris cedex 06, Tél. 01 45 34 21 42, Fax 01 43 25 18 29